

LE PIAF

gratuit !



N°16 - JUILLET/AOÛT 2007

www.le-piaf.org

Pour une Information Alternative, Forcément !

[INTERNATIONAL]

P2 - Les syndicats irakiens défient l'impérialisme

P3 - Bien mal acquis ne profite jamais ?

P4 - La mort d'Aral

[SERVICES PUBLICS]

P5 - Santé : la « rupture » sent le rance

[POLITIQUE & SOCIÉTÉ]

P6 - Liberté-Égalité-Libéralisme

P7 - Qui veut enterrer l'altermondialisme ?

P8 - French Doctors connection

P9 - Une assemblée, c'est bien fait pour débattre, non ?

[À TRAVERS LES MÉDIAS]

P10 - Quand *Le Parisien* défend « l'incompétence » de Lagardère

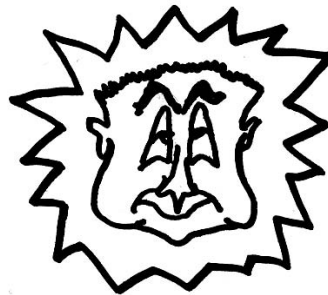
[CULTURE]

P11 - « Je crois que Marseille est incurable à jamais »

P12 - CORRESPONDANCES
+ AGENDA

LECTEURS DU PIAF,
préparez avec nous la rentrée
en envoyant vos contributions
avant le 15 août.
contact@le-piaf.org

L'été meurtrier



Été : gare aux brûlures !

Le président associé à ses « prête-noms » ministériels, et à une majorité fort confortable, prépare une offensive d'été tous azimuts avec quelques lignes de force qui apparaissent clairement.

– Des cadeaux pour les plus riches (bouclier fiscal, suppression des droits de succession, ...), lesquels seront nécessairement financés par des restrictions budgétaires, et des impôts sur les classes moyennes et, sans doute, le retour de la TVA « sociale ».

– Le démantèlement du service public : poursuite des privatisations, autonomie des universités, suppres-

sions de postes massives dans la fonction publique (environ 40 000 postes), suppression de tribunaux...

– Casse des droits sociaux : service minimum dans les transports, heures supplémentaires quasi obligatoires, amorce de réécriture du code du travail...

– Mise en place d'une société rétrograde baignée d'esprit communautariste et xénophobe : limitation du regroupement familial, immigration choisie, poursuite de la chasse aux sans-papiers, même mineurs et scolarisés ; sans oublier la remise en question discrète

d'un des fondements de notre république, à savoir la laïcité, avec un « dépolissage » très dangereux de la loi de 1905.

Le ton se veut offensif mais rassurant, les vraies-fausse concertations se multiplient, parfois avec la complicité de certains dirigeants socialistes, mais il y a fort à parier qu'en dépit de cela et d'une « ouverture » de façade alimentée par quelques débauchages, la session extraordinaire permettra à Sarko 1^{er} de tirer le profit maximum de l'anesthésie estivale.

Le Piaf



Les syndicats irakiens défient l'impérialisme

Pendant trois jours, du 4 au 6 juin, la fédération irakienne des syndicats pétroliers, forte de 26 000 membres, a mené une grève importante, montrant que les travailleurs irakiens pouvaient bloquer l'économie du pays, très dépendante des revenus pétroliers. Cette grève n'a touché que la région de Bassorah, au sud du pays. Le premier ministre Nouri al-Maliki a réagi en envoyant l'armée tandis que les Américains surveillaient les manifestations dans des avions de chasse. Les grévistes demandaient l'amélioration de leurs conditions de travail et de logement, mais surtout la remise à plat d'un projet de loi sur les hydrocarbures. Ce projet de loi a été rédigé en anglais par des experts occidentaux et révisé par l'administration Bush et le FMI avant même que les députés irakiens n'aient eu l'occasion de le lire. Cette loi garantirait des conditions extrêmement avantageuses aux compagnies étrangères qui se voyaient accorder des contrats à long terme (de 20 à 35 ans) et un droit de contrôle étendu sur les gisements. Ces compagnies n'auraient, en retour, que très peu d'obligations à remplir envers l'État et le peuple irakien. Alors que selon l'administration américaine et les médias cette loi doit permettre de résoudre les divisions ethniques et régionales, les syndicats et beaucoup d'analystes pensent au contraire qu'elle les renforcera. L'histoire du syndicalisme en Irak est longue et, en dépit la répression exercée par les colonisateurs britanniques, par Saddam Hussein, et aujourd'hui par les Américains, les syndicats irakiens ont toujours été capables de fédérer des mouve-

ments de grande ampleur. Malgré la violence qui a suivi l'invasion en 2003 et qui déchire actuellement le pays, des syndicalistes ont reconstruit des organisations puissantes qui militent pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, pour la fin de l'occupation et pour le maintien du contrôle public sur les ressources pétrolières. La loi de Saddam Hussein de 1984, qui proscribait les syndicats, a été conservée. En 2004, Paul Bremer, le gouverneur américain, a interdit tous les syndicats sauf une fédération nationale dont les leaders ont été désignés par le gouvernement. Néanmoins, malgré les arrestations, les licenciements, les menaces, le gel des comptes bancaires et l'assassinat de deux leaders, les syndicats indépendants se sont renforcés sous l'occupation.

Le Congrès des libertés en Irak, un mouvement non-violent qui réunit des syndicats et des citoyens, milite pour un gouvernement démocratique, laïc et progressiste et contre l'occupation. Selon ce mouvement, ce sont les forces américano-britanniques qui ont orchestré la violence sectaire. La Fédération des conseils ouvriers et des syndicats appelle au départ immédiat des troupes et travaille à la construction d'un mouvement ouvrier laïc et multi-ethnique. Son leader, Falah Awan, a déclaré lors d'une conférence aux États-Unis : « *l'occupation a installé un gouvernement basé sur les divisions ethniques et religieuses, ce qui a entraîné une guerre civile. Notre mouvement ouvrier a besoin de l'appui du mouvement ouvrier mondial entier. Le renforcement du mouvement syndical en Irak*

est une opportunité historique pour les Irakiens mais aussi pour les travailleurs du monde entier. »

Oliver Carmine

Pour plus d'informations et pour soutenir la résistance ouvrière irakienne :

» Solidarité Irak : www.solidariteirak.org (site en français)

» Les travailleurs américains contre la guerre : www.uslaboragainstar.org

» Congrès des libertés en Irak : www.ifcongress.com

» Parti communiste-ouvrier d'Irak : www.wpiraq.net

» Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak (y compris le syndicat des chômeurs) : www.fwcuiraq.org

» Organisation pour la liberté des femmes en Irak : www.equalityiniraq.com

On peut également se reporter à : *Résistances irakiennes : contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme*, coordonné par Nicolas Dessaux, éditions L'Échappée, 2006.

Association loi 1901 « Le Piaf »

3 rue d'Orchampt
75018 Paris - France
contact@le-piaf.org
www.le-piaf.org

Directeur de la publication : **le Piaf**

Comité de rédaction : **Alex D., Aldo Bernard, Bo.F, Cluc, Damien S., Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus, M. Solal, Magali, Oliver Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux, Robert Moisneau.**
ISSN : 1957-0031

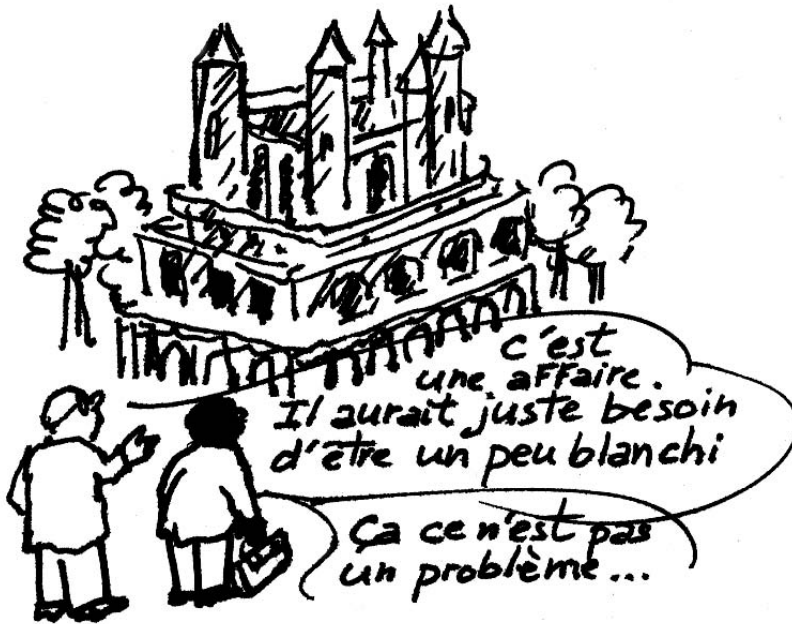
©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons. Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).
<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>



Bien mal acquis ne profite jamais ?

Un collectif d'associations a publié en mars dernier un rapport sur l'argent placé par les dictateurs des pays du Sud dans les paradis fiscaux et judiciaires¹. Une synthèse instructive, et un bilan accablant.



Les avoirs détournés par les dictateurs des pays du Sud au cours des dernières décennies représenteraient, selon les auteurs de ce rapport, entre 100 et 180 milliards de dollars. Des chiffres qui « ne donnent qu'un aperçu de l'ampleur de la corruption », puisqu'ils ne tiennent pas compte des détournements opérés par leurs proches. L'addition totale pourrait donc se monter à 1 000 milliards de dollars. Quelques exemples : la famille Suharto, en Indonésie, aurait engrangé, entre 1967 et 1998, de 15 et 35 milliards de dollars. Aux Philippines, Marcos aurait quant à lui détourné entre 5 et 10 milliards de dollars de 1965 à 1986. Les chefs d'État africains ne sont pas en reste : Houphouët-Boigny, en Côte d'Ivoire, aurait placé sur ses comptes personnels de 7 à 10 milliards de dollars entre 1960 et 1993, contre 4 à 5 milliards pour

Dos Santos en Angola et de 5 à 6 milliards pour Mobutu au Zaïre entre 1965 et 1997...

De Monaco aux Îles Caïman, en passant par la Suisse, le Liechtenstein ou l'État du Delaware aux États-Unis, les paradis fiscaux et judiciaires qui accueillent cet argent offrent l'avantage d'une faible imposition et d'une opacité garantie. Le secret bancaire et les entités juridiques créées pour jouer le rôle de paravent (trusts, fondations) masquent l'identité des véritables propriétaires des fonds tout en permettant le blanchiment de l'argent volé.

Corruption politique et pillage des richesses des pays du Sud financent ainsi le maintien au pouvoir de ces dictateurs (notamment par le biais du clientélisme et des achats d'armes), mais aussi la construction de leurs palais ou l'achat de leurs villas et appartements de luxe dans les capitales occidentales. Le

plus souvent « avec la complicité ou à l'initiative des gouvernements et des entreprises du Nord » : en raison de leurs intérêts géopolitiques et économiques, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, entre autres, ont largement soutenu l'arrivée ou le maintien au pouvoir des régimes les plus despotiques et corrompus. Le président gabonais Omar Bongo, largement engraisé par la compagnie Elf, posséderait par exemple de nombreux appartements à Paris et même un Hôtel particulier où auraient déjà été reçus Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy... Bien que l'arsenal législatif international ait progressé ces dernières années, les gouvernements occidentaux manifestent toujours aussi peu d'empressement pour saisir et restituer ces fonds aux pays lésés, pour qui le manque à gagner est considérable : « la restitution des avoirs volés par les seuls chefs d'État pourrait représenter près de 200 milliards de dollars, soit plusieurs fois ce que les pays du Sud reçoivent chaque année des pays riches. » Mais il est tellement plus rentable pour nos gouvernants de stigmatiser les migrants venus au Nord en quête d'une vie meilleure...

Robert Moineau

1 - « Paradis fiscaux et judiciaires, cessons le scandale ! », rapport réalisé par la Plateforme paradis fiscaux et judiciaires, composée de nombreuses associations (notamment : Attac, Cadtm, CCFD, Crid, Oxfam, Secours catholique, Survie). Disponible sur : www.ccfid.asso.fr



La mort d'Aral

Depuis leur indépendance, les 5 Républiques centre-asiatiques de l'ex-URSS (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Turkménistan) doivent gérer le lourd désastre écologique hérité de l'Union soviétique : sols dégradés, eau polluée, déchets radioactifs... Et cette mer d'Aral dont on parle déjà presque au passé.

Dans les années 50, les planificateurs soviétiques ont décidé de spécialiser l'Asie Centrale dans la production de coton. Cette culture, très gourmande en eau, a nécessité la création d'un vaste système d'irrigation, détournant les deux principaux fleuves de la région : le Syr Daria et l'Amou Daria, soit les deux fleuves qui se déversent dans la mer d'Aral. C'est ainsi que l'homme a créé « la plus grande catastrophe écologique du xx^e siècle ». La mer d'Aral, insuffisamment alimentée au profit des champs de coton, a perdu 60 % de sa surface depuis 1960. Elle est même coupée en deux depuis 1989. Les côtes ont reculé de plus de 100 km. Les deux principaux ports, Aralsk et Mouinak, sont devenus des cimetières de bateaux où errent d'anciens pêcheurs devenus alcooliques, des femmes anémiées, des enfants désœuvrés.

La disparition de la mer d'Aral a de multiples conséquences : changement climatique, tempêtes chargées de sable et de sel qui stérilisent les terres, eau et aliments empoisonnés par les pesticides, poissons tués par l'augmentation de la salinité des eaux, drames sanitaires (anémies, cancers du foie, tuberculose et des taux de mortalité infantile et d'enfants malformés ou handicapés parmi les plus élevés au monde). Sans compter la mort économique de toute une région qui ne vivait que de la pêche.

Les habitants ont vu se succéder pendant 30 ans des centaines d'experts venus des quatre coins de la planète, et ont écouté autant de promesses politiques. Mais, mis à part un barrage construit en 2005 avec l'aide de la Banque mondiale, rien ne bouge. Et la mer ne cesse de s'éloigner. Le problème ? Trop coûteux. À l'heure de la mondialisation et du « développement durable », l'humanité laisse disparaître une mer et mourir une région ? L'heure est grave... D'autant plus que « l'erreur » pourrait bien se reproduire : le lac Balkhash (Kazakhstan), deuxième lac de la région, est également menacé d'assèchement : les Chinois puisent toujours plus dans le principal fleuve qui l'alimente, pour les besoins de leur agriculture et de leur industrie pétrolière. Et c'est toute l'Asie Centrale qui pourrait se trouver à court d'eau potable, avec les conséquences humanitaires et géopolitiques que l'on

peut imaginer. Alors à quand un statut mondial pour ces biens communs de l'humanité et le financement de leur protection par des écotaxes internationales ? Face à cette doctrine productiviste (qu'elle soit communiste ou capitaliste) qui considère la nature comme un réservoir de ressources au service de la croissance économique mondiale, la question mérite d'être posée...

Magali

Les terrils de verre de Mailouou Souou

Mailouou Souou, petite bourgade du Kirghizstan, est devenue célèbre pour ses montagnes. Mais celles-ci n'attirent aucun randonneur : ce sont des montagnes de verre, de 10 à 12 mètres de haut. Ces dangereux terrils sont les vestiges de ce qui fut la plus grande usine d'ampoules de l'ex-URSS. Aujourd'hui, 5 000 à 8 000 personnes par jour viennent risquer leur vie pour récupérer les fils de nickel soudés au culot des ampoules. Quelques euros en guise de « rémunération » et l'essentiel du profit pour le négociant allemand qui a découvert le filon. Les conditions de travail : 27 personnes mortes sous une avalanche d'ampoules en 3 ans, de la poussière de verre qui se dépose dans les bronches et les poumons, l'humiliation, l'alcoolisme et des collégiennes qui viennent se prostituer sur cette scandaleuse décharge. Et avec ça, une bonne dose de radioactivité : le site était jadis une mine d'uranium, celui-là même qui servit à fabriquer la première bombe atomique soviétique. ■



Santé : la « rupture » sent le rance

Avec 5,6 milliards de déficit pour l'Assurance maladie, 2006 aura encore été un bon cru pour le trou de la Sécu. À qui la faute ? Aux dépassements d'honoraires, qui atteignaient 2 milliards d'euros¹ ? A la dégradation des conditions de travail ? Aux exonérations de cotisations sociales, sans effet sur l'emploi et dont 1 milliard n'est pas remboursé par l'État à la Sécu ? Vous n'y êtes pas... Dans la France de Sarkozy, le coupable, c'est le fraudeur, celui qui prend des arrêts de travail pour faire la grasse matinée, consulte et s'empiffre de médicaments juste pour le plaisir, le tout avec trois cartes vitales.

- Vous réglez par carte bancaire ?



Les pauvres abusent !

Premier suspect : le pauvre. Le programme de l'UMP² préconise d'« instaurer un suivi renforcé du parcours de soin des patients dont la prise en charge relève intégralement de la solidarité nationale (CMU) ». Car les pauvres sont ingrats et ne se contentent pas de bénéficier de la CMU : il en abusent ! Le fait que la fraude à la carte vitale ne représente que 20 millions d'euros par an n'empêche pas les experts en santé de l'UMP de faire des abus de la CMU un des principales raisons du déficit³. Pour les autres, il y a la fameuse franchise de soin, pour « responsabiliser ». Aujourd'hui, les pa-

tients sont tellement responsables que 13 % des assurés sociaux ont renoncé à se faire soigner (en 2004) pour des raisons financières⁴. Le forfait annoncé resterait « symbolique », naturellement, comme l'a été le forfait hospitalier à 2 euros en 83, devenus 15 euros aujourd'hui. L'augmentation

de la franchise est programmée dans le projet de l'UMP, qui prévoit « l'obligation, pour toute loi de financement de la sécurité sociale, de combler le déficit de l'assurance-maladie de l'année antérieure (...) par une augmentation l'année suivante des cotisations, de la CSG ou de la franchise, ou par une réduction des remboursements ».

Les médecins, en revanche, n'ont pas besoin d'être responsabilisés, mais juste encouragés, en ouvrant « des espaces de liberté tarifaire aux médecins qui accepteront de s'engager avec les pouvoirs publics dans une démarche d'évaluation régulière de leurs activités,

de diffusion des bonnes pratiques et de formation continue périodiquement validée ». Comme si la formation n'était pas une évidence pour des gens chargés de notre santé. Comme si l'évaluation n'était pas la contrepartie logique du financement par la collectivité. En matière de santé, le programme de l'UMP est plus proche des vieilles recettes de droite que de la « rupture ». L'essentiel des mesures a été annoncé. Restent quelques promesses dont on pourra surveiller la (non-)réalisation au cours des cinq prochaines années : doubler les moyens de la recherche médicale ; tripler le budget des politiques de prévention ; « inciter les entreprises à investir davantage dans les politiques de prévention ».

Folubert Sansonnet

1 - Selon l'Inspection générale des Affaires sanitaires et sociales (IGASS), citée par le Syndicat des médecins généralistes (communiqué du 18/05/07)

2 - <http://viphttp.yacast.net/ump/projet-ump2007.pdf>

3 - Dossier Santé de l'UMP : http://www.conventions-ump.org/site/upload_fichier/dossiers_conventions/dossier-sante.pdf

4 - Enquête 2004 « Santé et protection sociale » de l'Institut de recherche et documentation en économie de la Santé (IRDES), menée auprès de 8 000 ménages.



Liberté - Égalité - Libéralisme

La fraternité, qu'on appelle plutôt solidarité aujourd'hui, est-elle possible dans notre système capitaliste ? Elle semble l'avoir été plus ou moins jusqu'ici, permettant l'émergence d'une large classe moyenne, répartissant les richesses, faisant fonctionner plus ou moins bien l'ascenseur social. Mais le capitalisme a évolué, l'État abandonne son pouvoir régulateur sur l'économie, la guerre mondiale économique absurde justifie les réformes les plus inégalitaires. Cette évolution, qu'on nomme en France « libéralisme », repose sur l'idée que la liberté d'action individuelle est la meilleure façon de gérer l'économie : autrement dit que l'État doit laisser jouer la concurrence. Cette obsession libérale gangrène nos esprits. Tout semble devoir être mis en concurrence : entreprises, établissements scolaires, salariés... On est bien loin de l'esprit de solidarité fondateur de nos caisses de sécurité sociale et de retraite. Les ouvriers payés au Smic critiquent l'oisiveté des chômeurs qui pourtant aimeraient bien être à leur place.

À l'heure des questions fondamentales pour les partis qui se réclament de la gauche, le choix est donc entre antilibéralisme ou social-libéralisme. Bien sûr, il doit exister des positions intermédiaires, mais le clivage reste : accepter l'économie telle qu'elle est ou vouloir la changer. L'antilibéralisme n'est pas une position réservée à l'extrême-gauche. C'est peut-être même un de ces grands débats politiques qui permet aujourd'hui un clivage gauche-droite clair. Car si l'on en croit les valeurs de gauche, il faut avant tout défendre l'égalité et la solidarité. Cela veut dire faire des choix pour un partage des richesses et des droits. D'autant que rien dans l'Histoire n'a prouvé que cette voie libérale conduisait les sociétés vers le mieux-disant social. Bien au contraire, les périodes de laisser-faire ont toujours conduit à des crises économiques, des guerres et des dictatures. Dans ce monde qui n'a jamais été aussi riche, aussi productif, aussi bien nourri... le partage des richesses n'a jamais été aussi visiblement inégali-

taire. Par exemple, dans les années 1980, le salaire annuel d'un grand patron français représentait en moyenne 20 à 40 fois celui d'un ouvrier. De nos jours, les patrons du CAC 40 gagnent en moyenne 400 fois un Smic annuel à temps plein¹.

Être de gauche demande sans doute aujourd'hui d'être antilibéral dans notre économie comme dans nos esprits. N'en déplaise aux dirigeants du PS et aux Verts. Ce n'est pas forcément remettre en cause nos systèmes économiques, simplement, les rendre plus humains : sortir les fonds d'investissement de la bourse pour les (re)-confier aux États, rationaliser la production, accepter de ne pas courir après le soi-disant progrès technologique et surtout ne pas oublier de rester solidaires.

G.K.W. Van Den Paraboum

¹ - Selon l'économiste Jean Gadrey.

Les inégalités de revenus en hausse en France

En France, entre 1998 et 2005, les très hauts revenus ont progressé très rapidement, tandis que les revenus moyens et médians ne se sont accrus que très modestement. Selon une étude récente de l'économiste Camille Landais¹, les 0,01 % des foyers les plus riches ont vu leur revenu réel croître de 42,6 % sur la période et celui des 0,1 % les plus riches s'est accru de 32 %, contre

une hausse de 4,6 % pour les 90 % des foyers les moins riches. Cette évolution est en partie due à la forte croissance des revenus du patrimoine, mais aussi à la rapide augmentation des inégalités de salaires, ce qui est un phénomène plus récent.

Pour l'auteur, ce serait la fin de 25 ans de grande stabilité dans la hiérarchie des salaires en France, notre pays ressemblant de plus en

plus aux « modèles » anglo-saxons. Les statistiques disponibles pour 2006-2007 laissent d'ailleurs penser que la tendance de croissance des hauts revenus et des hauts salaires va se poursuivre...

Robert Moineau

¹ - « Les hauts revenus en France 1998-2006 : Une explosion des inégalités ? », École d'économie de Paris, juin 2007.



Qui veut enterrer l'altermondialisme ?

« Le mouvement altermondialiste a-t-il encore une raison d'être ? »¹,
« l'altermondialisme est-il à bout de souffle ? »²...

Ces phrases-chocs sont tirées d'articles parus à l'occasion du contre-G8 altermondialiste en Allemagne³. Elles sont révélatrices de la façon dont les médias dominants abordent aujourd'hui ce mouvement politique.



Pendant les premières années de construction de ce mouvement, dès 1998, la place médiatique qui lui était accordée était relativement importante et objective. C'était un mouvement neuf qui critiquait de manière constructive les grandes institutions financières mondiales. Depuis, les médias passent les idées altermondialistes sous silence quand ils ne les folklorisent pas. Cela peut s'expliquer par plusieurs raisons. Tout d'abord, ce mouvement, avec une forme d'organisation non-centralisée et des discours complexes, n'a pas vocation à prendre le pouvoir, ce qui désoriente les analystes politiques. Mais surtout l'altermondialisme est de plus en plus critique envers les médias. Il apparaît même comme

une réelle menace pour beaucoup de gens perchés sur leur barreau à tous les niveaux de l'échelle des pouvoirs. On l'a bien vu pendant les débats sur le traité constitutionnel européen où l'opinion publique n'a pas suivi la large unanimité des médias sur le « oui » et a suivi les débats sur internet ou dans la presse alternative.

Les groupes altermondialistes ont pourtant une activité militante bien réelle, que ce soit dans le domaine de la réflexion, la critique ou la proposition d'alternatives politiques, écologiques et économiques. Le net s'en fait grandement écho, tout comme les actions de terrain. Le mouvement peut d'ailleurs s'enorgueillir du premier forum social aux États-Unis ce mois-ci⁴.

Il achoppe cependant sur plusieurs

points. Certaines de ses idées ont été récupérées et largement édulcorées dans les discours de Chirac, Royal, Sarkozy, Leclerc... qui ont tous bien intégré que la meilleure défense, c'est le recyclage et la stérilisation. La démocratie participative pour Ségolène, et le Grenelle de l'environnement de Nicolas, la protection de la nature pour Michel... Et lorsque le mouvement alter se place à nouveau sur la défensive et la contre-offensive, les médias le taxent d'extrémisme.

Mais c'est surtout l'absence d'une traduction politique autonome qui semble un frein à l'expansion de ce courant. Ceci est dû à l'échec de la collaboration avec les partis, aux logiques d'appareils de ces derniers et à la personnification de la politique en temps de campagne. Ce mouvement doit-il s'inscrire clairement dans le système électoral et peut-il le faire sans renoncer à ses particularités ? C'est la question qui sera grandement débattue dans les mois qui viennent.

Bo.F.

1 - Éditorial du *Figaro*, le 4/06/07.

2 - *Méto*, tribune de Christophe Bourseiller, le 7/06/07.

3 - Pour voir comment on peut créer artificiellement des heurts pendant une manifestation pacifique, voir les vidéos qu'on a pas vu à la télé sur www.dailymotion.com en recherchant « g8 police attack to the concert »

4 - Du 27 juin au 1^{er} juillet 2007 à Atlanta www.ussf2007.org



French Doctors connection

Pour ceux qui ont pu être surpris par le choix de Bernard Kouchner de rentrer dans un gouvernement dirigé par son ennemi d'hier, il est utile de se pencher sur le personnage.

Selon les sondages, Kouchner serait l'homme politique français le plus populaire, mariant avec bonheur engagement humanitaire et politique (à gauche). Or un examen un tant soit peu détaillé de sa carrière fait voler en éclats cette apparence.

Ses débuts : déçu par l'échec de Mai 68 (il avait alors pris la tête du comité de lutte de la faculté de médecine de Paris), notre apprenti révolutionnaire s'engage comme volontaire de la Croix-rouge au Biafra où se déroule une sanglante guerre civile. Rejetant la doctrine de stricte neutralité de la Croix-rouge, il alerte les médias sur la dérive génocidaire de la répression par le gouvernement nigérian de l'insurrection biafraise. Il aurait alors inventé, en compagnie de quelques autres futurs « French Doctors », l'humanitaire moderne. En fait, son engagement est plus trouble que ne le prétend la légende. Il prend parti pour les insurgés et leur livre des armes, fournies semble-t-il par Foccart, conseiller pour les affaires africaines de l'Élysée. En effet, la France soutient la sécession du Biafra (contre les britanniques et les soviétiques) espérant tirer profit des réserves de pétrole de la région. Le Biafra constitue le point de départ du style Kouchner : un engagement humanitaire politisé et très médiatisé qui a pour conséquence une simplification parfois caricaturale des problèmes réels. Cette méthode a aussi le très grand avantage pour un Kouchner très à l'aise face aux médias de lui permettre de se bâtir une réputation et de devenir incontournable dans les diffé-

rentes organisations qu'il a fondé et présidé : Médecins sans frontières et Médecins du Monde.

Sa reconversion en politique à lieu à la fin des années 1980, du côté du pouvoir en place. Il est bombardé, eu égard à ses états de service, secrétaire d'état à l'action humanitaire puis ministre de la Santé.

Le Biafra constitue le point de départ du style Kouchner : un engagement humanitaire politisé et très médiatique qui a pour conséquence une simplification parfois caricaturale des problèmes réels.

Là encore, l'apparence est trompeuse : Kouchner, dont on a retenu le droit d'ingérence humanitaire, met l'humanitaire au service de la politique et de sa personne, plutôt que l'inverse. En Somalie, il soutient l'engagement américain, en Bosnie, le camp des musulmans, accréditant d'ailleurs l'idée fautive selon laquelle les Serbes auraient mis en place des camps d'extermination espérant ainsi hâter une intervention armée occidentale. Dans le même temps, l'entrepreneur Kouchner diversifie ses activités. Il est le fondateur de BK Conseil, une société de consultants dont il est l'unique employé, membre du conseil d'administration de plusieurs ONG, professeur

au Cnam et député européen à la fin des années 1990. Son travail de consultant, moyen pratique de tirer parti de sa réputation et de ses relations, l'a d'ailleurs amené à un faux-pas fâcheux. Engagé par Total pour rédiger un rapport sur les activités controversées du groupe en Birmanie, BK conclut que Total n'a pas eu recours au travail forcé, ce qui s'est révélé être faux. Dans une interview donnée à *Libération* en 2003, Kouchner conclura cette affaire par une question existentielle : « comment croyez-vous que je gagne ma vie ? » Et, en effet, l'entreprise Kouchner tourne à plein régime. Politiquement, il se cherche, quitte le PS pour le PRG, pour revenir ensuite au PS et se déclare social-démocrate. Là encore, la vérité est plus complexe. Membre de la fondation Saint-Simon puis du Cercle, deux clubs de réflexion qui réunissent des dirigeants d'entreprise, des journalistes, des politiques et des intellectuels. Ces « think-tanks » français, qui ont joué un rôle important dans le virage social-libéral du PS, ont pour but de transformer la culture politique française (dans un sens plus libéral) et de dépasser l'opposition entre gauche et droite. Le socialisme de Kouchner n'a été qu'un moyen d'accéder au pouvoir et de devenir membre à part entière de cette élite que symbolisent parfaitement ces cercles. Le vrai Kouchner est, comme on le voit, un « va-t-en-guerre » social-libéral, mais surtout un opportuniste.

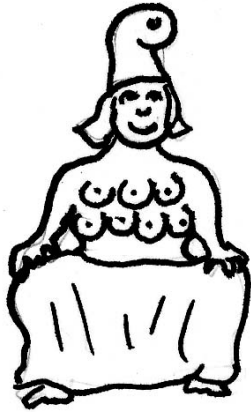
Alex D.



Une assemblée, c'est bien fait pour débattre, non ?



la Majoritaire



la Proportionnelle

Il est une fort belle incohérence qui perdure depuis très longtemps dans notre vie politique. Lors des législatives qui se déroulent circonscription par circonscription, scrutin majoritaire oblige, les candidats font état de leur bilan ou de leurs propositions pour la dite circonscription. On parle de « fief », de « forte implantation locale »... Il y a dans tout ceci une grave incohérence : le député est élu par une circonscription mais son rôle est national. Les lois qu'il vote avec ses collègues n'ont aucun caractère local. L'élection des députés au scrutin majoritaire implique une telle incohérence avec ses relents clientélistes ; ne serait-il pas temps de changer pour avoir de vrais débats ?

Car dans la logique actuelle, l'Assemblée des représentants du peuple n'est pas vraiment représentative du choix des électeurs. L'UMP dispose de 46,37 % des votes ce qui lui donne environ 55 % des sièges (313). Le PS avec 4 % de moins (42,25 %) n'en a que 183 soit 35 % des sièges. Les deux partis cumulent 90 % des sièges alors qu'ils ne « pesaient » que 65 % des votes au premier tour. Parmi les formations présentes au début, plusieurs arrivent à totaliser de 3 à 8 % des voix, ce qui leur donne le droit à peu de choses alors même qu'elles représentent, cumulées, 35 % des suffrages exprimés. **JMJ**

	Notre assemblée	Système proportionnel
UMP	313	223
PS	183	144
Modem	3	46
PC	15	25
Verts	4	23
FN	0	25
Extrême-gauche	0	18

Comparons notre assemblée élue à celle que nous aurions selon un système proportionnel (en arrondissant quelque peu et en supposant que le vote aurait été le même). La démocratie n'en serait-elle pas plus vivante ?

« Mon député », un site à visiter

Le vote de votre député, et des autres, loi par loi

Le site « Mon député », se veut être une « simple contribution au dialogue entre les citoyens et leurs élus, sans lien avec aucun parti politique ni aucune institution ».

« Mon député » permet de consulter en quelques clics l'ensemble des votes d'un député sur des textes importants et de connaître tous les votes exprimés par les différents députés lors d'un scrutin. ■

<http://mondepute.free.fr/>



Quand *Le Parisien* défend « l'incompétence » de Lagardère

Souvenez-vous, l'été dernier. Après l'annonce par la direction d'EADS d'un retard dans la production de l'Airbus A380 pour cause de « difficultés techniques » sur l'installation électrique des appareils, le cours des actions de la société avait brusquement chuté. S'en était suivi le plan « Power 8 », un vaste plan social supposé réduire de 30 % les coûts de fonctionnement avec, à la clé, la suppression de 10 000 postes.

Parallèlement, quelques scandales liés à cette gestion calamiteuse éclatèrent : outre la prime de licenciement de 8 millions d'euros accordée à Noël Forgeard, PDG d'Airbus, on apprit dans la foulée que les dirigeants d'EADS avaient pu, dès mars 2006 (soit 3 mois avant l'annonce des retards de livraison), vendre leurs stock-options avant qu'elles ne se dévaluent. Pour justifier ce curieux hasard, ces mêmes dirigeants prétendirent ne rien savoir des problèmes techniques de l'A380. Arnaud Lagardère, co-président d'EADS, crut même s'en tirer avec cette pirouette peu convaincante : « *J'ai le choix de passer pour quelqu'un de malhonnête ou d'incompétent qui ne sait pas ce qui se passe dans ses usines. J'assume cette deuxième version.* » Récemment, quelques journaux sont à nouveau venus alimenter le soupçon de délit d'initié pesant sur les membres de la direction d'Airbus. Le 29 mai dernier, *La Tribune* (journal possédé par Bernard Arnault) avançait ainsi que les « problèmes industriels d'Airbus » avaient bien été évoqués en conseil d'administration de cette société en mars 2006.

Heureusement, *Le Parisien* était là pour sortir MM. Lagardère, Forgeard et les responsables de Daimler-Chrysler (dirigeants et principaux actionnaires d'EADS) de ce mauvais pas. Mieux informé que ses confrères, *Le Parisien* annonce le 30 mai dernier avoir eu connaissance du procès verbal du conseil d'administration d'EADS du 7 mars 2006, dans lequel les problèmes de l'A380 ne seraient pas évoqués... Pas plus de preuves que ça, mais l'essentiel est ici de dire que les informations de *La Tribune* « seraient sujettes à caution » et d'innocenter Arnaud Lagardère et ses amis. Dans son édition du lendemain (31 mai), *Le Parisien*, toujours soucieux de vérité, redouble d'efforts. Selon ce dernier « *la tâche s'annonce rude pour les enquêteurs en charge de déterminer l'existence ou non d'un délit d'initié dans l'affaire EADS. La dimension et la complexité du groupe de défense et d'aéronautique, le poids des acteurs en jeu, de l'État*

français aux actionnaires privés [...] en passant par les dirigeants à la personnalité aussi forte que Noël Forgeard, rendent le travail de l'AMF, l'autorité des marchés financiers, et de la police financière, particulièrement délicat. » Et *Le Parisien* de débaler de nouveaux documents « exclusifs » – mais toujours aussi peu probants –, cette fois pour répondre à un article publié la veille par *Le Canard Enchaîné* et accablant le groupe Lagardère. Le message est clair : vu la taille du gibier, mieux vaudrait enterrer l'affaire !

Une information avait toutefois été oubliée dans ces deux articles du *Parisien* : Arnaud Lagardère est aussi l'un des principaux actionnaires de ce journal...

Robert Moineau

Honni soit qui Mali pense

Si vous avez lu *Tintin au Congo*, vous connaissez le rôle civilisateur de l'homme blanc en Afrique. L'aventure se poursuit, racontée par Philippe Bernard dans le supplément « Économie » du *Monde* daté du 5 juin. L'Afrique noire s'insère enfin dans la mondialisation heureuse, grâce à un industriel français du textile, qui délocalise de la Tunisie vers le Mali pour « donner une chance aux Africains ». Le patron est très satisfait de sa main d'œuvre : « *Les ouvrières maliennes sont beaucoup plus faciles à manier que les Tunisiennes (...). Travailler en usine, percevoir un salaire, c'est tellement nouveau et exceptionnel pour elles ! Pour l'instant, elles ne cherchent pas à créer de problème. Il reste à leur faire comprendre que le temps, c'est de l'argent.* » Le journaliste rapporte ces propos sans ironie apparente ni commentaire. On s'en passera aussi. **Folubert Sansonnet**





« Je crois que Marseille est incurable à jamais »

Les éditions du Chien rouge publient enfin un auteur vivant !

Plus pour longtemps, pourrait prophétiser une Cassandra de l'immobilier...

VIVE LE
COUSCOUS
CLAN!

Après Jacques Vaché, ou Jacques Mesrine, Bruno Le Dantec, le délicieux directeur du mensuel mordant *CQFD* vient de publier : *La ville-sans-nom*, un livre témoignage sur Marseille qui recueille les paroles de ceux qui l'assassinent. On l'avait connu sous le nom de Nicolas Arraitz pour l'incunable *Tendre venin*. Il a repris son nom breton, lui le Marius de la Plaine.

Rien d'exhaustif comme l'ouvrage passionnant d'Alessi dell' Umbria, *Histoire universelle de Marseille* sorti chez Agone l'année dernière mais quelque chose de plus léger, une attaque en piqué plutôt que le bombardement du précédent.

Vous n'aurez plus besoin d'acheter le *Guide du routard* en descendant du TGV pour visiter Marseille insolite, car avec Bruno Le Dantec tout y est, mais c'est le Marseille des luttes qui est raconté, à commencer par la lutte dans le quartier

République vendu au fond de pension Lone Star qui s'inscrit dans le projet Euro-méditerranée.

L'auteur nous fait partager un peu de sa jeunesse tumultueuse dans une ville d'avant le TGV, avant qu'il prenne le large lui aussi et que re-

C'est que Marseille a ça de particulier : que les pauvres vivent dedans.

venant, il s'aperçoit que sa ville est devenue à la mode, à la mode des riches. Et ceux-là vous l'accommodent en multipliant les prix des loyers par dix, en vendant le parc immobilier à ces boîtes comme Kaufman and Broad, investisseurs immobiliers de la pire engeance qui vendent de l'appartement comme d'autres vendaient du savon.

C'est que Marseille a ça de particulier : que les pauvres vivent dedans. Certes nombreux sont ceux qui s'entassent à Saint-Antoine, Frais Vallon dans des tours avec vues sur

les rois de l'hyper centre. « Vive le couscous clan » comme proclame un graffiti rapporté dans le livre. Et si certains reprochent à la ville d'être devenue Alger, Constantine, Rabat, ce sont les mêmes qui lui reprochaient d'être Barcelone, Naples ou Aubenas. Pour d'autres c'est un dépaysement savoureux que de trouver un resto guinéen proposant un mafé, des vieux Chibanis assis à la queue-leu-leu jouissant de l'ombre à Belsunce, des vendeurs de pizza du Magreb à Noailles et des chinois courant après l'eldorado français.

Mais ce sont ceux qui depuis trois siècles veulent nettoyer Marseille qu'a épinglé Bruno Le Dantec, les intendants du Roi, les Gaston Defferre, les Jean-Claude Gaudin, ceux que la ville a adopté parfois mais qui rêvent de l'assainir pour l'intérêt privé, un bien pauvre intérêt au regard de la richesse de cette ville portuaire et populaire.

Notre auteur dont on reconnaît la plume journalistique sait rappeler les grandes batailles du peuple contre son élite comme l'élimination radicale du quartier de la mairie par un dynamitage allemand correspondant aux visées anciennes de la mairie. Il y a parfois une continuité dans la politique comme il existe une résistance populaire de Lille à Marseille tel que le chante Le Ministère des affaires populaires¹.

Christophe Goby

1 - *Debout là-d-dans. I*, Ministère des affaires populaires., Pias, 2006.

» *La Ville-sans-nom, Marseille dans la bouche de ceux qui l'assassinent*, Bruno Le Dantec, Editions Le chien rouge, 2007 - 7 euros.



LE PIAF - N°16 - JUILLET/AOÛT 2007

Cher Nicolas S.,

Dans les priorités du gouvernement il y a les régimes spéciaux, ces horribles privilèges dont se nourrissent les multiples nababs de la fonction publique, ces vampires qui creusent les déficits, ces égoïstes qui ne veulent pas travailler autant que les autres. Merci Monsieur le président, Monsieur le premier ministre, Mesdames et Messieurs les parlementaires de la majorité de vouloir enfin remédier à cela, c'est une question d'équité et de justice et il va vous falloir un grand courage ; alors, d'avance bravo.

Comme nous sommes des citoyens pleins d'espoir nous ne doutons pas que vous allez « faire le ménage » à fond, alors nous vous proposons d'abolir des régimes spéciaux archaïques qui nous coûtent très cher comme celui des députés qui ont droit à 1 570 euros de retraite pour 5 ans d'exercice et 6 000 euros pour 20 ans (34,9 millions d'euros par an) ou celui des sénateurs qui peuvent à 53 ans toucher entre 2 625 et 5 169 euros. Avec ce soucis républicain du bien public qui vous anime, Monsieur le président, nous ne doutons pas que

vous en profiterez pour limiter les indemnités des parlementaires (6192 + 8 784 euros de « crédit mensuel ») ou des ministres (13 471 + 6 037,30 euros d'allocation mensuelle pour frais d'emploi) sans oublier les gratuités dans les transports et autres avantages . Avec foi et détermination et puisque « ensemble tout est possible », nous vous prions d'agrèer, par avance, Monsieur le président, l'expression de notre confiance avant cette noble croisade. **Le collectif des usagers démocrates républicains pris en otages.**



[AGENDA]

16^e NUITS ATYPIQUES
Musique, théâtre, cinéma, débats ;
« Pas d'ici sans ailleurs ».
Du 26 au 29 juillet - Langon (33).
www.nuitsatypiques.org

FESTIVAL LA BELLE ROUGE
Organisé par la Compagnie Jolie Môme. C'est du théâtre, de la chanson, du cinéma, de la musique et des ateliers incongrus...
Les 27, 28 et 29 juillet - Saint-Amant-Roche-Savine (63).
www.cie-joliemome.org

UZESTE MUSICAL, 30^e ÉDITION
« Manifestif » pour cette édition, qui quitte le village d'origine, pour des communes plus ou moins voisines. Ressac de subventions oblige.
Du 16 au 19 août - Saint-Symphorien (33), Sore (40). www.uzeste.org

30^e FESTIVAL DE CINÉMA DE DOUARNENEZ
Fictions, documentaires et débats quotidiens, avec notamment un retour sur notre imaginaire colonial et sur ses persistance dans notre société.
Du 18 au 25 août - 20 rue du Port-Rhu - Douarnenez (29).
www.festival-douarnenez.com

8^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ D'ATTAC
Abatte les 7 piliers du néolibéralisme.
Du 24 au 28 août - Université de Toulouse II - Le Mirail - Toulouse (31).
www.france.attac.org

8^e RENCONTRES D'ÉTÉ - LIBRAIRIE PLANÈTE IO
Les voies d'une politique démocratique radicale pour notre temps à la lumière des travaux de Pierre Bourdieu et Jacques Rancière.

Les 23, 24 et 25 août - École régionale des Beaux-Arts (cloître) - 30, rue Hoche, Rennes (35).
<http://planeteio.blogspot.com>

3^e CONFERENCE LIVING KNOWLEDGE
Quand chercheurs et citoyens co-produisent les savoirs et les décisions scientifiques et techniques.
Jeudi 30 août - 10h - École nationale supérieure des Mines de Paris - 60-62, Boulevard Saint Michel - Paris 6^e.
<http://sciencescitoyennes.org/>

POUR LES PARISIENS :
★ l'agenda mensuel des résistances et des alternatives est sur <http://letohubohu.free.fr/>
★ un nouvel agenda militant sur <http://demosphere.eu>



[BULLETIN D'ABONNEMENT]

LE PIAF



Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.

Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org
Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.
Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.

Les chèques sont à adresser à l'ordre de : **Le Piaf**
Le Piaf - 3 rue d'Orchamp - 75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO
- 30 EX = 4,60 € 100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

EMAIL